



Rouge Émeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N°26
Juin 2016

C'est eux les casseurs, c'est eux les violents...

comité NPA
du pays malouin:
npasainmalo@gmail.com

Annoncées comme massives, les manifestations du 14 juin à Paris et en régions ont été à la hauteur de nos espoirs, de notre mobilisation. Sans crainte du ridicule le gouvernement s'est acharné à réduire les centaines de milliers de manifestantEs à quelques dizaines de mille. Sans honte et avec l'appui massif des médias, il a tenté de masquer l'immense cortège parisien en montant en épingle les dégradations dont lui-même et la hiérarchie policière partagent la responsabilité avec quelques provocateurs.

Beaucoup plus grave, Valls, Cazeneuve et Hollande se sont lancés dans de violentes attaques contre les organisateurs des manifestations et, en particulier, contre la CGT. Dans la continuité de la dénonciation de la CGT comme « terroriste », le gouvernement tente de se défaire de sa totale responsabilité dans les violences sur la CGT, ses militantEs, ses services d'ordre. A l'unisson de la droite et de l'extrême droite, le gouvernement ne se contente pas d'exiger que le mouvement cesse, il a tenté d'interdire les prochaines manifestations.

Comme le criaient des milliers de manifestantEs, les casseurs, les pilleurs ce sont bien ces capitalistes et ce gouvernement à sa botte. Leur pillage, c'est celui des « rémunérations » indécentes, des dividendes que s'octroient patrons et dirigeants. Ce sont eux qui pratiquent la violence du chômage, des conditions de travail, des salaires de misère, de l'habitat indécent. La violence, c'est celle qui s'abat sur les migrantEs, les jeunes des quartiers populaires, les sans papiers, les étudiantEs et le lycéenEs.

Et la violence d'état, c'est celle de l'état d'urgence, décliné en 49-3 pour le social, ce sont les matraquages, gazages, arrestations, interdictions et tentative d'interdiction de manifestation qui se multiplient depuis plus de trois mois.

Ni négociable, ni amendable

Avec le passage du texte Loi de travail au Sénat puis le retour à l'Assemblée, on va nous rejouer les scènes de la crainte de la droite, de la nécessité de transiger pour que cesse le chaos. En

centrant l'attention sur l'article 2 du projet de loi mettant en cause le principe de faveur et la hiérarchie des normes, ils tentent de nous faire oublier que ce projet est bien plus dangereux encore. Celui-ci porte, en effet, gravement atteinte aux droits des salariéEs et des chômeurs, en mettant fin à des accords conclus sans limite de durée, en supprimant les avantages individuels acquis en cas de dénonciation d'accords, en liquidant la médecine du travail et mettant en cause la légitimité des organisations syndicales avec la possibilité pour les syndicats minoritaires de demander à l'employeur d'organiser un référendum des salariéEs, soumis au chantage à l'emploi.

De cette société là, on n'en veut pas

Depuis des semaines, la vérité éclate: quand les éboueurs, les pilotes, les cheminotEs, les raffineurs, les postierEs se mettent en grève, l'économie se bloque. Parce que tout ce qui se fabrique, tout ce qui fonctionne, ce sont des travailleur-euses qui l'accomplissent. Toutes les richesses, ce sont nous qui les produisons. C'est pourquoi nous revendiquons de nous représenter nous-mêmes pour prendre le pouvoir de décider de nos propres vies.

Le monde de la Loi travail, du gouvernement Valls-Hollande-Cazeneuve, nous n'en voulons plus. Les manifestations du 14 juin nous ont plus que jamais motivé pour continuer la mobilisation jusqu'au retrait de la Loi travail, jusqu'à la démission de ce gouvernement défendant un projet de loi, une société, rejetés par les trois-quarts de la population, impuissant à trouver même une majorité dans sa majorité. Dont les seules armes sont la diffamation, l'autoritarisme et la répression.

Nous ne sommes pas fatigué-e-s. Nous avons été dans la rue le 23 juin et nous le serons encore **le 28 juin** à l'appel de l'Intersyndicale et de toutes équipes syndicales, militantes qui ne lâchent rien.

**LA LUTTE
EST POPULAIRE,
LE GOUVERNEMENT
MINORITAIRE!**

**GRÈVE
GÉNÉRALE**
RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



BREVES DE PONTONS

COLLEGE SURCOUF: QUE SONT « NOS SOCIALISTES » DEVENUS....

Au moment où le Conseil Départemental vient de voter la fermeture du collège public Surcouf, il est utile de rappeler quelques vérités:

♦ C'est bien un **vice-président socialiste du Conseil Départemental** qui a instruit le dossier concluant à la nécessité de fermer un collège public à Saint-Malo et a orienté le choix néfaste sur le collège Surcouf ;

♦ C'est bien d'une **ministre socialiste** que relèvent les fonctionnaires académiques qui ont fait appel à la police pour virer élèves, profs et parents qui bloquaient symboliquement l'entrée du collège Surcouf le 2 juin;

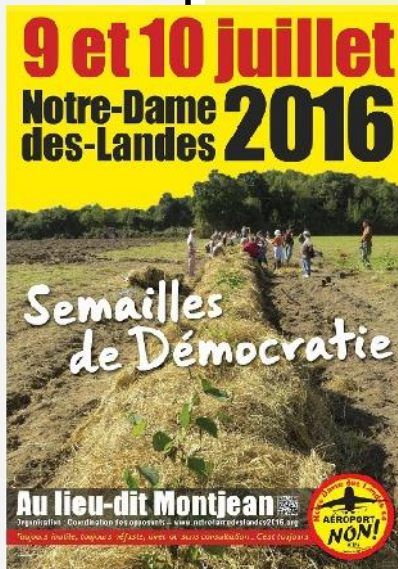
♦ C'est bien d'un **ministre socialiste** que relèvent les fonctionnaires de police qui ont bousculé et frappé élèves, profs et parents devant l'entrée du collège Surcouf le 2 juin;

♦ Ce sont bien les **élus socialistes départementaux** (et uniquement eux) qui ont voté vendredi 17 juin la fermeture du collège Surcouf, offrant ainsi à la droite (et notamment à ses représentant-es malouin-es) l'occasion de se dédouaner à bon compte de leur politique d'urbanisme qui chasse de la ville les familles modestes...et est responsable de la baisse des effectifs scolarisés.

Bref, **une détestable décision** pour les habitants des quartiers populaires de Bellevue et de la Découverte et les enseignants ainsi qu'une véritable Bérézina pour les socialistes malouins.

On ne sait si ces derniers qui avaient pris l'initiative d'un collectif (ils en ont soigneusement verrouillé la composition) pour « *dénoncer les violences policières subies par les élèves* » et « *réaffirmer une totale opposition à la fermeture d'un établissement public à Saint-Malo* » maintiendront leur engagement et tireront les conséquences du vote de leurs « camarades élu-es départementaux ».

C'est le moins qu'il peuvent faire s'ils veulent préserver leur (petit) capital électoral dans les bureaux de vote de Bellevue ou de la Découverte.



Notre-Dame-des-Landes: NON au référendum, NON à l'aéroport



« *Etes-vous favorable au projet de transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dame-des-Landes ?* », telle est la question posée **aux seuls citoyen.nes de Loire-Atlantique** dans le cadre de la consultation organisée par l'Etat le 26 juin.

Evidemment cette **consultation** est **pipée d'avance** même si sa légalité a été confirmée dans sa forme par le Conseil d'Etat. Pourquoi en effet, les citoyen.ne.s de plusieurs collectivités, dont les régions Pays de la Loire et Bretagne, dont le département d'Ille-&-Vilaine..., qui ont d'ores et déjà apporté un financement à ce projet aussi démesuré qu'inutile, n'ont-ils pas été appelés émettre leur avis....C'est que **le périmètre de la consultation a été arrêté en fonction des probabilités d'un vote majoritaire pour le OUI**, et non en fonction des territoires réellement impactés par le projet.

Bref, cette consultation risque fort de n'être qu'un nouvel épisode de trucage et de mensonge d'Etat.

Nous comprenons cependant que nombre d'opposants locaux aient choisi d'exprimer par un vote « NON », les incohérences de ce projet.

Il n'empêche que, quel que soit le résultat de cette nouvelle farce référendaire, il faudra **continuer à affirmer l'opposition à ce projet et à son monde ainsi qu'à défendre et garder la Zad!**

C'est le sens de notre appel à participer massivement – comme les années passées — au **rassemblement des 9 et 10 juillet sur le site.**

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
<http://www.anticapitaliste-35.org>
et <http://www.facebook.com/NpaSaintMalo>

Ca discute !

Depuis quelques semaines, des militantes de la région malouine « à gauche du PS », encartés ou non, ont entrepris une réflexion et des échanges dans la perspective de l'élection législative de juin 2017 dans la 7ème circonscription d'Ille-&Vilaine.

En dépit de la confusion qui règne au plan politique national—en particulier du fait de l'échauffement des écuries présidentielles— mais surtout encouragé par la réapparition du mouvement social y compris au niveau local, une première rencontre a eu lieu le 7 juin.

La nécessité d'une présence forte d'**une gauche, totalement indépendante du PS et en phase avec le mouvement social**, y a été affirmée.

Une seconde réunion est programmée pour le **vendredi 8 juillet**. Celle-ci, appelée par une vingtaine de personnes sera **ouverte à tous**.

Les militant-es locaux du NPA y participeront.

Citoyens debout !

Poursuivant les politiques qui depuis plus de trente ans s'appliquent à remettre en cause les protections sociales, le gouvernement actuel dominé par le Parti socialiste reprend à son compte les revendications du Medef et les préceptes libéraux de l'Union européenne.

A l'aide du CICE et du Pacte de responsabilité, il distribue aux entreprises sans contrepartie véritable des sommes considérables qui servent surtout à augmenter les dividendes versés aux actionnaires. Il s'attaque même dorénavant au code du travail, cherchant ainsi à détruire une grande partie des garanties qui protègent un peu les salariés face à la puissance des patrons. Mais la résistance à cette politique socialement dévastatrice est massive et tenace et elle met en évidence avec force qu'une opposition de gauche est bien vivante.

Dans le même temps, dans le sud de la France contre les projets d'extraction du gaz de schiste, à Notre-Dame des landes contre le projet d'aéroport inutile, se poursuivent et se développent des luttes qui remettent en cause la folie productiviste qui sape en profondeur de manière irresponsable les équilibres écologiques.

Ces politiques menées pour le profit d'une petite élite, au détriment de la planète et du plus grand nombre, sont facilitées par des institutions qui dévoient la démocratie.

Il est urgent que les citoyens reprennent la parole !

C'est pourquoi nous, citoyens de gauche et sensibles aux valeurs et combats écologistes, adhérents ou non d'organisations politiques, appelons, dans la perspective des élections législatives de 2017, à la mise en place dans la septième circonscription d'Ille et Vilaine d'une "Assemblée citoyenne pour l'alternative sociale et écologiste".

Fonctionnant de façon démocratique selon le principe un citoyen = une voix, nous nous attellerons à définir ensemble un programme en rupture avec les politiques productivistes et libérales, guidés aussi par le souci de renouveler en profondeur des institutions très déficientes sur le plan démocratique.

**Réunion de constitution et de travail le 8 juillet 2016 à 20h,
Maison des associations Saint-Malo.**

A la veille des élections législatives en Espagne où la coalition emmenée par PODEMOS est donnée en position très favorable, nous publions ce texte de nos camarades d'Anticapitalistas qui résume la situation

ETAT ESPAGNOL

Déclaration d'Anticapitalistas avant les élections du 26 Juin

Nous nous trouvons au milieu de semaines de grande importance. Au cours de cette campagne électorale, des contradictions multiples se font jour tout comme de nombreux projets différents. La lutte politique qui se déroule actuellement condense des batailles de nombreuses années, des conflits sociaux de longue durée. De fait, ces élections ne sont pas justes des élections de plus. L'importance de cette bataille électorale se reflète dans la nervosité des porte-parole des élites économiques, politiques tout comme au sein de la société civile. Les attaques paniquées qu'expriment chaque jour ces grandes entreprises que sont les moyens de communication constituent une bonne démonstration de cela: les citoyens voteront mal! Les radicaux sont à nos portes!

Ces élections sont historiques parce que, **pour la première fois depuis longtemps, une force qui représente les aspirations au changement des gens est en position de les gagner**. Unidos Podemos [front électoral constitué de Podemos, des listes de convergence dans différentes communautés autonomes, d'Equo et d'Izquierda Unida] est l'expression de la prise de conscience du fait que **l'économie ne peut continuer d'avoir pour signification des bénéfices pour un petit nombre et l'exploitation de la majorité, que la démocratie ne se réduit pas à l'acte de voter, que nous avons le droit de bâtir une vie en jouissant d'un certain nombre de garanties fondamentales**.

Ces revendications sont légitimes et raisonnables. Mais elles ne pourront être satisfaites qu'au travers de la lutte. Personne ne nous en fera cadeau. Il est indispensable de les conquérir au moyen de victoires électorales, de mobilisations sociales ainsi que par l'auto-organisation populaire autonome. Contre les corrompus, contre les banques, contre les institutions européennes dirigées par des fanatiques des coupes budgétaires et de l'austérité ainsi que – pourquoi ne pas le dire ? – contre un certain sens commun qui nous a été inculqué

pendant des décennies, un sens commun selon lequel nous ne pouvons rien faire d'autre que d'entrer en concurrence avec les autres travailleurs, qu'il n'est pas possible de changer les choses.

Notre combat est politique, économique et culturel. C'est une lutte de longue durée. Les enjeux sont aussi élevés à court terme: remporter ces élections est un premier pas indispensable pour commencer à faire de ses revendications des réalités. Le PP, le PSOE et Ciudadanos constituent un bloc politique qui, si n'est pas monolithique, a pour objectif le maintien du «statu quo», d'assurer la poursuite des politiques d'austérité accompagnées d'une limitation des droits et d'un approfondissement du tournant autoritaire qui relègue la démocratie au statut d'une simple question formelle. Leur défaite serait une victoire de nos aspirations. Notre victoire est une opportunité pour que nos rêves commencent à prendre forme.

Anticapitalistas lance un appel pour une participation active à cette campagne. Chaque vote, chaque meeting, dans chaque quartier, dans chaque entreprise, notre force réside dans notre capacité à atteindre les lieux que les grands appareils des partis ne peuvent accéder, car nous ne sommes pas un corps étranger, car nous faisons partie des personnes qui travaillent. Le temps d'une grande mobilisation populaire pour défaire les partis des élites est venu. Nous devons nous préparer pour les défis qui suivront la victoire.

Pour cette raison, c'est le moment de voter Unidos Podemos et, simultanément, de s'organiser partout où cela est possible. C'est le moment de gagner les élections et de commencer à tout changer.

(Déclaration des Anticapitalistas, publiée le 8 juin 2016)

BREXIT OR NOT BREXIT

Le référendum sur le maintien ou la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne a été l'occasion d'un profond débat dans ce pays. Il n'est pas inutile pour nous français de revenir sur le positionnement des forces de la gauche britannique dans ce contexte, tellement ce sujet nous concerne.

La gauche britannique face à l'Europe

Face au référendum, la **gauche parlementaire**, les députés travaillistes – sauf sept – étaient en faveur du « in » (maintien dans l'Europe). Pourtant traditionnellement, le Parti travailliste a longtemps été très hostile à l'Europe, cela avec une argumentation nationaliste.

En 1973, les conservateurs ayant négocié l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, les travaillistes emportent les élections et organisent un référendum afin de faire trancher la question...du maintien de l'adhésion. Le « oui » l'emporte à 67 % mais toute la gauche travailliste, la quasi-totalité des syndicats et toute la gauche radicale et révolutionnaire avaient voté « non ». Pendant, les années Thatcher, marquées par des défaites ouvrières, des lois antisyndicales et la démoralisation populaire, le mouvement syndical se tourne de manière assez désespérée vers l'Europe espérant obtenir des mesures sociales et de nouveaux droits. Ainsi, la confédération nationale, le TUC, est pour le « in », de même que la grande majorité des syndicats.

De son côté, la gauche du parti travailliste, dont J. **Corbyn**, opposée depuis longtemps à l'Union européenne, avait changé récemment sa position pour se déclarer en faveur d'un « in » **critique et pour une autre Europe**. Le Parti national écossais (SNP) était quant à lui partisan de rester dans l'Europe, même s'il souhaitait sans doute que le Brexit l'emporte... car cela lui donnerait un prétexte pour exiger un nouveau référendum sur l'indépendance.

Une gauche radicale et révolutionnaire divisée



Une partie de la gauche radicale était **pour la sortie de l'Europe (Brexit)** et s'était regroupée dans la campagne Lexit –Left Leave. Elle se composait du Socialist Workers Party, du Parti communiste (GB), et du syndicat RMT (Rail, Maritime and Transport Union). Enfin, une autre organisation, le Socialist Party (CIO) faisait aussi campagne sur des bases similaires pour le Brexit.

L'argumentation de ce courant était fondée sur la **nature réactionnaire et anti-ouvrière de l'UE**, le rôle joué par celle-ci en Grèce en étant la meilleure démonstration. Mais il y avait aussi le « **pacte fiscal** » qui impose des limites automatiques aux dépenses des gouvernements européens ou la succession de traités de commerce néolibéraux, dont le **TAFTA** n'est que le plus infâme. Pour ces camarades, l'UE a toujours été un projet capitaliste et fonctionne ouvertement pour les intérêts des grandes puissances européennes, des grandes sociétés et des banques. Loin d'assurer la paix en Europe, elle est intégrée **dans les rouages de l'impérialisme**, comme en témoigne la poussée coordonnée par l'UE et l'Otan en Europe de l'Est. La coordination des frontières de l'Europe a créé une « **Europe forteresse** » qui nie la **liberté de circulation** à celles et ceux qui n'ont pas la chance d'être des citoyens de l'UE.

Par ailleurs, ces camarades estimaient que **l'UE ne peut être réformée**, car ses institutions et traités fondateurs sont anti-démocratiques. Ils considéraient que l'UE doit être regardée comme le FMI ou l'OMC, c'est-à-dire comme une institution capitaliste néolibérale à abolir et non à réformer. Cela signifie que les pays doivent voter pour la quitter.

Enfin, ces camarades voyaient dans **les conséquences d'un**

Brexit, l'opportunité d'un affaiblissement du capital et de l'impérialisme. Selon eux, si la Grande-Bretagne sort de l'UE, cela affaiblira non seulement le capital et l'impérialisme mais cela provoquera aussi une crise politique nationale. La démission de Cameron comme Premier ministre devrait suivre et quel que soit le gouvernement qui lui succèdera, celui-ci aura beaucoup de mal à rester au pouvoir. Cela ouvrira la possibilité d'élections que Corbyn pourrait gagner, ce qui créerait un terrain bien plus favorable pour la lutte contre l'austérité et le racisme.

La plupart des autres forces de la gauche radicale se sont retrouvées dans la campagne « Another Europe is possible » et se sont positionnées **pour le maintien dans l'UE**. Parmi les animateurs de cette campagne, se trouvait Left Unity (le regroupement

STAY IN EUROPE TO CHANGE EUROPE

VOTE 'IN' ON 23 JUNE
ANOTHER EUROPE IS POSSIBLE. WWW.ANOTHEREUROPE.ORG

initié par Ken Loach), le Green Party, et la gauche du Parti travailliste, dont le groupe Momentum fondé par des soutiens de Jeremy Corbyn. Parmi les porte-parole de cette campagne, se trouvaient également Yanis Varoufakis, John McDonnell, le bras droit de Cor-

byn, et Caroline Lucas, députée des Verts. C'est à ce regroupement que nos camarades de Socialist Resistance ont apporté un soutien critique.

Le principal argument de ces camarades en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE était de **s'opposer à une montée de plus en plus forte du racisme et de la xénophobie**, dans la mesure où ils estimaient que la campagne dominante pour le Brexit était un étalage nauséabond de racisme et de xénophobie. Selon eux, la campagne du référendum s'est faite avant tout sur l'immigration et un vote pour la sortie de l'Europe signifierait un vote contre l'immigration, alors que des migrantEs se noient par dizaines de milliers dans les mers Méditerranée et Adriatique.

Un vote pour le Brexit, dans ces conditions, orienterait la situation politique en Grande-Bretagne très nettement à droite et n'aboutirait nullement à une rupture les politiques néo-libérales. En revanche, ce Brexit dirigé par des populistes et des xénophobes de droite dans le cadre d'un programme de droite raciste mettrait les 2,2 millions de citoyens de l'UE qui habitent la Grande-Bretagne dans une situation très vulnérable.

A 51,9%, les électeurs britanniques se sont prononcés le 23 juin en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'U.E.. Une décision à conséquences nationales importantes, certes, mais également européennes.

*Ainsi, le Premier ministre conservateur Cameron qui avait organisé ce référendum afin d'apprivoiser l'aile ultra-droite de son propre parti, va être contraint à démissionner, ouvrant une réelle **crise politique**.*

*Ainsi, l'échec du « remain » ouvre la porte à une **désagrégation du Royaume-Uni** avec la perspective d'un séparatisme écossais et d'un référendum sur l'unité entre l'Eire et l'Irlande du Nord.*

*Ainsi, on risque d'assister à un **renforcement des secteurs les plus rétrogrades des classes dominantes et leurs partis xénophobes** et nationalistes.*

*La victoire du « Brexit » ouvre également une **crise politique considérable pour l'Union européenne**. C'est la première fois, en effet, qu'un pays capitaliste européen de l'importance du Royaume-Uni remet en cause cet outil formidable de coordination et d'attaques contre le monde du travail et la jeunesse qu'est l'U.E.. Cette sortie du Royaume-Uni est une première qui pourrait bien créer un **précédent**. Bien qu'une victoire du « remain » n'aurait en rien été profitable aux salariés et aux classes populaires, la victoire du Brexit engage le paysage politique dans un **virage à droite**, lequel favorisera avant tout les secteurs les plus rétrogrades de la bourgeoisie britannique.*